

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**MÉTROPOLE DE LYON**  
**VILLE D'OULLINS**  
**DÉCISION DU MAIRE**

**N° D18\_144**

**Objet : Règlement des honoraires d'avocat - Cabinet Itinéraires Avocats dans le cadre du conseil juridique n° CONS18\_06 relatif à la demande de protection fonctionnelle d'un agent**

**Le Maire d'Oullins,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-22 et L2122-23 ;

Vu la délibération n° 20171023\_4 du Conseil municipal en date du 23 octobre 2017 donnant délégation au Maire ;

Vu l'arrêté n° DAJ18\_545 du 10 juillet 2018 donnant délégations de fonctions et de signature à Monsieur Louis PROTON, 4ème Adjoint au Maire ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

Le Cabinet Itinéraires Avocats sis 87 rue de Sèze 69006 Lyon est chargé de représenter la ville d'Oullins dans le cadre du conseil juridique suite à la demande de protection fonctionnelle d'un agent. La dépense en résultant de 924,00 € TTC sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre 011 – fonction 020 – article 6226.

**Article 2 :**

Le Directeur Général des Services, le Trésorier Principal d'Oullins et le Responsable de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Certifié exécutoire par :  
Transmission en préfecture le :    /    /  
Publication dans le recueil des actes  
administratifs n°    le    /    /  
  
Pour le Maire,  
Clotilde POUZERGUE et par délégation,  
l'Adjoint délégué,  
Louis PROTON

**Fait à Oullins, le 21 décembre 2018**

**Pour le Maire,  
Clotilde POUZERGUE et par délégation,  
l'Adjoint délégué,  
Louis PROTON**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou de son affichage. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*